

## Déclaration de Georges Pompidou à l'O.R.T.F. (2 décembre 1969)

**Légende:** Le 2 décembre 1969, le président français Georges Pompidou accorde à l'Office de radiodiffusion et télévision française (ORTF) un entretien au cours duquel il récapitule les résultats engrangés à l'issue du sommet européen de La Haye.

**Source:** La politique étrangère de la France. Textes et documents. dir. de publ. Ministère des Affaires Etrangères. 2e semestre 1969. Paris: La Documentation Française.

**Copyright:** (c) La Documentation française

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/declaration\\_de\\_georges\\_pompidou\\_a\\_l\\_o\\_r\\_t\\_f\\_2\\_decembre\\_1969-fr-d6d0750d-913f-4f69-acfd-28551453fd29.html](http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_georges_pompidou_a_l_o_r_t_f_2_decembre_1969-fr-d6d0750d-913f-4f69-acfd-28551453fd29.html)

**Date de dernière mise à jour:** 22/10/2012

## Déclaration de Georges Pompidou à l'O.R.T.F. (2 décembre 1969)

Je crois pouvoir dire qu'à l'issue de cette réunion de deux jours nous avons en effet rétabli entre les six pays le climat de confiance qui est propre à relancer l'Europe dans tous les domaines, et sur tous les sujets qui étaient sinon à l'ordre du jour de la conférence, puisque cette conférence n'a pas d'ordre du jour, du moins dans les esprits de tous les chefs d'Etat et de gouvernement ici présents.

Il y avait trois problèmes. Il y avait celui qu'on appelle l'achèvement, c'est-à-dire l'adoption du règlement d'aide financier définitif, qui constitue la sauvegarde du Marché commun agricole, adoption qui doit intervenir avant le 1<sup>er</sup> janvier 1970. Ce point, particulièrement important pour la France, particulièrement important pour nos agriculteurs, figure de la façon la plus nette dans le communiqué final. Le second aspect était ce qu'on appelle l'approfondissement, le développement, c'est-à-dire l'ouverture du Marché commun sur d'autres domaines que l'agriculture ou que l'Union douanière, une action commune, en particulier, pour assurer une meilleure coordination de nos politiques économiques et monétaires.

Et je puis citer également le domaine de la technologie, des industries de pointe ou encore le domaine de la jeunesse, ou encore le domaine de l'action vis-à-vis des pays sous-développés. Eh bien ! là aussi nous sommes parvenus à un très large accord sur un certain nombre de propositions que j'ai faites moi-même ce matin en ouvrant la seconde séance de la conférence.

Et puis enfin il y avait le problème si important de l'élargissement, c'est-à-dire de l'attitude à prendre vis-à-vis des candidatures de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège. Là aussi, nous sommes arrivés à un accord. Il a été entendu que la Communauté était prête à discuter de ces adhésions et que pour cela, dans les prochains mois, elle mettrait au point une attitude commune pour les négociations qui s'ouvriraient, et qui s'ouvriraient – c'est précisé dans le communiqué – dans un esprit positif.

Ainsi donc, dans tous les domaines : mise au point – et définitive – de tout ce qui a déjà été réalisé, ouverture sur de nouveaux domaines d'action, élargissement éventuel vers des candidats tels que la Grande-Bretagne et les autres que j'ai nommés tout à l'heure, sur tous ces points, nous avons réalisé un accord unanime. Le communiqué final l'enregistre, et je crois pouvoir dire que cette conférence aura été heureuse, heureuse pour la France d'abord, heureuse pour l'Europe, à qui elle ouvre de nouvelles espérances.